

# Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français  
N° 689 - 29 Avril 1999 - Prix 2,50 F



**Il faut obtenir du gouvernement  
un moratoire contre les licenciements**

**30  
MILLIARDS**

Les restructurations dans l'économie et la finance n'ont jamais été aussi énormes : privatisations, délocalisations, " plans sociaux ", fusions, achats en Bourse... C'est à coup de dizaines de milliards à chaque fois que se décide le sort de branches entières de l'économie, en l'absence de toute consultation des citoyens qu'ils soient salariés ou élus.

30 milliards de francs semblent être la norme pour ces affrontements impitoyables : Pinault " contre " Arnault, Vivendi " spéculé " aux Etats-Unis, la BNP " s'attaque " à la Société générale - Paribas, Total " attrape " Pétrofina, Rhône Poulenc " se marie " avec l'allemand Hoerst, Renault " joue " sur Nissan. Cette orgie de milliards, cette partie de " Monopoly " est-elle au moins bonne pour l'emploi ? L'expérience prouve largement le contraire...

Le PDG de la BNP, Michel Pébereau, mange le morceau : ce mouvement est dû " au passage à l'euro ", donc à une construction européenne axée sur la croissance et la rentabilité financière avec l'objectif dans les banques, par exemple, d'une rentabilité de 15% par an du bénéfice par action !

C'est cela la priorité à la finance. Et pendant ce temps-là, on cherche à économiser 30 milliards (cela aurait-il un rapport ?) dans les hôpitaux, et se mène une campagne alarmiste et injustifiée sur le financement des retraites, et se mégote une réforme sur l'école à moyens constants...

A cela s'ajoute un climat de crise politique jusqu'au plus haut niveau de l'Etat et de l'Union européenne : affaire Dumas, démission de la Commission européenne...

Les Communistes le disent tout net : cette évolution n'est pas positive. Ils font des propositions et agissent avec détermination pour que les acteurs du mouvement civique et social fassent entendre leurs voix. Que ce soit pour la directive électricité, la réforme des caisses d'épargne, le maintien de la rémunération du livret A, les résultats obtenus sont encourageants pour contrer la logique financière ultralibérale.

Et puis la liste à double parité que conduit Robert Hue est précisément constituée sur la base du refus du libéralisme et animé de la volonté de réorienter la construction européenne à partir des exigences civiques et sociales, en matière de démocratie, d'emploi, d'inégalités, de sécurité, de paix. La liste du mouvement social, c'est de l'air frais. On en a bien besoin.

**Mardi 4 mai**  
à 14h30

Salle de la Médiathèque  
quai de la Fosse à Nantes

**RENCONTRE DEBAT**

**" QUEL AVENIR  
POUR NOS  
RETRAITES "**

*Une initiative de la Fédération  
de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français  
et de son collectif retraités*

AVEC LA PARTICIPATION DE

**Gilles BONTEMPS**

MEMBRE DU COMITE NATIONAL

## ACTUALITÉ

### ● La fête

● A quelques trois semaines de son ouverture, la préparation de la fête bat son plein. De multiples initiatives pour assurer son succès le prouvent, dans l'ensemble du département, les voiles de sa construction continuent de se lever. Lire pages 4 et 5.

### ● L'emploi : inacceptable

● Les licenciements se multiplient dans le département, Elf après la SEITA, le vignoble, Malville, Saint-Nazaire, autant de sites industriels touchés qui rendent la situation insupportable. Créer des logiques d'emploi plutôt que de répondre aux sirènes de l'argent, c'est ce qui ressort de la lecture de notre page sociale.

### ● Rencontre-Débat

● Mardi 4 mai à 14 h 30. Salle de la Médiathèque, quai de la Fosse à Nantes. " Quel avenir pour nos retraites ? " Une initiative de la Fédération de la Loire-Atlantique du Parti Communiste Français et de son collectif retraités. Avec la participation de Gilles Bontemps, membre du Comité National.



## Rencontre nationale des espaces citoyens à Nantes : une nouvelle énergie citoyenne

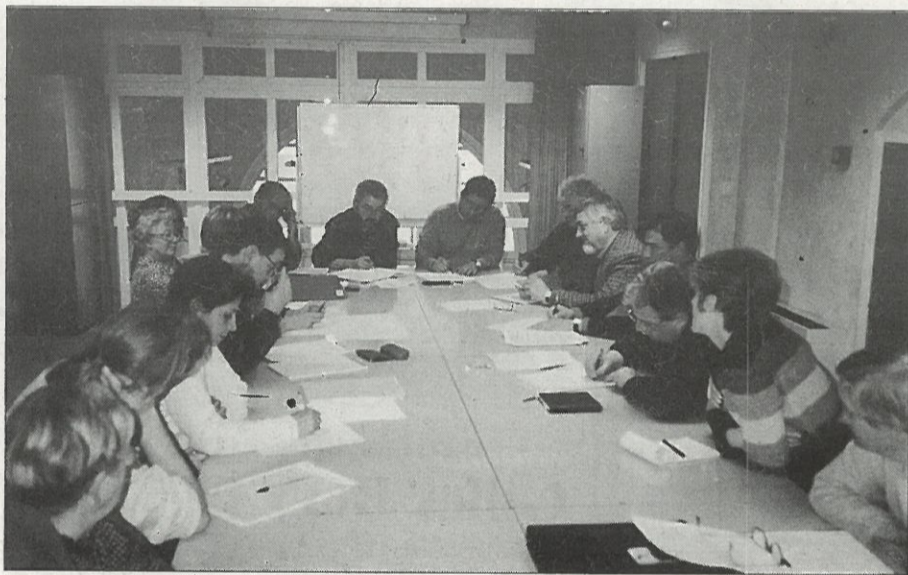
Les espaces citoyens poursuivent leur activité : c'est ce qui ressort de la dernière réunion du collectif national "espaces citoyens" qui vient de se tenir, mercredi, à Nantes.

En présence d'animateurs de ces espaces, cer-

une déclaration intitulée "Réhabiliter la politique" - comme tant de gens ont envie de se réinvestir dans l'engagement public.

Elle a rappelé qu'il y a urgence pour un parti politique comme le Parti communiste à faire de la poli-

l'Europe y viennent naturellement à l'ordre du jour, d'autant qu'il y a une extrême similitude de démarche entre ces espaces et la liste "Bouge l'Europe!" dont un des objectifs est de réconcilier mouvement social et politique ; les questions de la guerre et de



tains n'étant pas membres du Parti communiste, cette rencontre a permis de souligner l'extrême gravité de la crise de la politique, découragement civique, méfiance à l'égard des hommes politiques, discrédit des partis ; elle a montré comment chemine en même temps une nouvelle énergie citoyenne, comment tant de forces travaillent à une manière de revalorisation de la politique - c'est le cas tout récemment de la Commission sociale de l'Episcopat qui a adopté

tique autrement. Telle est précisément la raison d'être des espaces citoyens dont il a pris l'initiative il y a 18 mois.

De nombreuses expériences sont engagées, très diverses les unes des autres, mais permettant chaque fois d'établir des liens nouveaux avec la société. Ces expériences bénéficient souvent d'une bonne couverture de presse, ce fut encore le cas de la rencontre à Nantes.

Dans la période actuelle, les questions de

la paix y font également irruption : l'envie de débattre, de comprendre, d'y voir clair est en effet très forte et l'espace citoyen semble être un lieu adapté pour un tel échange.

Il a été dit enfin à cette rencontre qu'il conviendra sans doute, dans un proche avenir, de tirer un premier bilan de tout ce travail citoyen où nombre de communistes sont engagés, de proposer de manière un peu solennelle que cette démarche constitue désormais un des modes de fonctionnement permanent du Parti Communiste Français.

Des délégations des espaces citoyens de Gironde, d'Ille et Vilaine, de Paris, du Val d'Oise, des Yvelines, du Maine et Loire, de l'Isère, de la Dordogne et de la Loire-Atlantique étaient présentes à cette réunion à laquelle participait Zora Chorfa, candidate de la liste "Bouge l'Europe!".



## Rezé: un débat constructif, critique et ouvert.

Le rythme du changement en France, la démarche du Parti Communiste, la guerre au Kosovo, ... les questions qui sont dans bien des têtes étaient présentes et bien présentes dans les interventions des participants à la rencontre publique qui s'est tenue à Rezé au pied des tours du quartier des Trois Moulins, le vendredi soir 9 avril.

Parmi la vingtaine de participants, on notait la présence de plusieurs non adhérents au P.C.F., un responsable syndical, un communiste espagnol, un enseignant, un syndicaliste retraité, un sympathisant retraité.

Le débat auquel participaient Jean-René Teillant et Yann Vince était introduit par Patrick Jouan, animateur du Parti dans le quartier. D'emblée, celui-ci présentait la démarche des Communistes: "Constructifs, critiques et ouverts" et situait les enjeux: l'intervention des citoyens dans le débat politique, les prochaines élections européennes et la présence de la liste "Bouge l'Europe" à double parité.

A ce retraité syndicaliste insatisfait de la politique gouvernementale et s'interrogeant sur la présence des ministres communistes, plusieurs intervenants

soulignaient la nécessité de l'intervention du mouvement social et citoyen pour agir sur le contenu de la politique de changement. L'un d'eux ajoutait: "c'est vrai qu'il y a des motifs d'insatisfaction (...) mais quand pourrait-on (les communistes) être au gouvernement? Faut-il désertier les lieux institutionnels, les mairies, les conseils généraux et régionaux? Je ne pense pas. Cela pose naturellement des questions, mais il faut inventer le futur (...)"

S'agissant du conflit au Kosovo, un militant s'interroge sur le comportement des "va-t-en-guerre". Un enseignant non communiste questionnant sur la position communiste ("que fallait-il faire?"), un participant estime que ceux qui soutiennent les frappes ne peuvent être considérés comme des "va-t-en-guerre". "Le refus de la guerre, le refus de la purification ethnique, le refus de la pensée unique" résume alors un membre du P.C.F., un autre ajoutant ne pas vouloir opposer entre eux ces trois refus.

Un débat qui ne pouvait avoir de conclusion mais qui justifiait l'ambition qu'il s'était donnée: multiplier les occasions d'échanges des communistes entre eux et avec les citoyens.

## A PROPOS DU KOSOVO, UNE DECLARATION DE LA LISTE "BOUGE L'EUROPE" POUR CONSTRUIRE LA PAIX

Haine, massacres, exode forcé : au Kosovo, la "purification ethnique" s'est révélée dans toute sa barbarie. Le régime de Milosevic est totalement responsable. Aurait-on pu l'empêcher par la négociation et par des initiatives politiques permettant d'isoler Milosevic dans son propre peuple ? Dans toute la société, les analyses sont partagées. Il en est de même parmi les candidates et candidats de "Bouge l'Europe" ! Certains ont pensé qu'on ne pouvait pas faire autrement qu'intervenir comme l'a fait l'OTAN. D'autres ont désapprouvé ces bombardements, comme l'a fait le Parti communiste, en estimant qu'ils auraient des effets inverses aux objectifs qui leur étaient assignés.

Ces différences se sont exprimées et confrontées publiquement. La démocratie passe par le dialogue. Surtout quand on cherche la même chose : en finir le plus tôt avec cette tragédie. Et qu'on contribue ensemble à l'élan de solidarité qui ras-

semble aujourd'hui les Français. Il faut débattre des solutions. Seule une paix juste peut être durable dans les Balkans.

Nous sommes des millions à nous sentir concernés. Nous disons non à la logique de Milosevic, qui considère la purification ethnique des Kosovars comme une affaire "interne" : la souveraineté est une donnée importante, mais elle ne doit pas permettre à un pouvoir de faire n'importe quoi à son peuple ou à une minorité. Pour nous toutes et nous tous, la défaite du régime Milosevic et du pouvoir nationaliste est la condition nécessaire d'une paix durable dans les Balkans. Pour la majorité d'entre nous, les bombardements tendent au contraire à les renforcer. Quant aux "dommages collatéraux" de la logique de guerre, leur banalisation est totalement inacceptable car il s'agit là d'êtres humains.

Il faut que l'Union européenne s'émancipe des Etats-Unis, développe son

initiative politique et contribue au retour de l'ONU et de la Russie dans la recherche de solutions communes. Des initiatives européennes sont en cours. La France y prend part. C'est dans cette voie qu'il faut avancer. L'Europe peut beaucoup. Pour porter secours aux réfugiés, offrir l'asile à ceux qui le demandent, exiger leur droit au retour. Les cinq propositions pour la paix présentées par l'Europe et reprises par Kofi Annan sont bonnes. Nous refusons en particulier toute partition du Kosovo. Le retrait total des troupes serbes et une démilitarisation de la province sont nécessaires pour la réinstallation et la sécurisation des Kosovars. Une administration civile et militaire paraît de plus en plus indispensable pour rendre possible un véritable statut d'autonomie du Kosovo. L'Union européenne doit sans retard entreprendre de réunir une conférence européenne pour la paix, la sécurité et la reconstruction des Balkans.

**ECOLE DE CONDUITE**  
**Pierre CLAQUIN**



Permis B  
Apprentissage Anticipé  
de la conduite dès 16 ans  
Cours de code :  
Les mardis et vendredis à 19h30

Documentation complète, claire et détaillée.  
Accompagnement des élèves aux examens - Prise à domicile  
Suivi permanent de la satisfaction de la clientèle.

31bis, rue Phillibert Delorme - L'IMMACULÉE  
44600 SAINT-NAZAIRE - 02 40 22 29 55



# ELECTIONS EUROPEENNES

## Les " 87 " ont la parole

Rendre l'Europe aux citoyens en réorientant sa construction, en changeant ses priorités, voilà le but de la liste à double parité, la liste du mouvement social, " Bouge l'Europe! ", conduite par Robert Hue. De multiples rencontres, échanges ont lieu avec les candidates et candidats comme autant d'appels à agir tout de suite, à réfléchir ensemble. Cette liste est la vôtre. Donnons-lui la parole.



■ **Geneviève Fraisse.** " Si je me sens mal à l'aise, c'est avec cette guerre. Je ne me sens pas bien tout court devant la destruction d'un peuple ". Les Communistes ? : " Ils acceptent que je ne sois pas d'accord avec eux. S'ils avaient voulu des gens qui pensaient comme eux, ils ne seraient pas venus chercher une emmerdeuse comme moi ". " Je salue le geste du Parti communiste et de Robert Hue de s'être dit : non seulement on va mettre des femmes sur cette liste, mais on va mettre des féministes, c'est-à-dire mettre la question de l'égalité des hommes et des femmes au centre, alors que nous avons l'habitude de voir cette question laissée à la périphérie des problèmes politiques ".

■ **Robert Hue.** " Dans la liste, il y a des positions différentes. Mais personne sur la liste ne fait l'éloge de la guerre et personne ne peut être soupçonné d'antiaméricanisme viscéral ou d'antiaméricanisme primaire ". Nous allons " gagner le pari de la transparence qui s'appuie sur la démocratie et le pluralisme. Il est possible de permettre l'expression de points de vue différents sans que ça entame la cohésion, au gouvernement, comme dans la liste. Le débat améliore la cohésion ".

■ **Fodé Sylla.** " Au début, j'étais pour l'intervention de l'OTAN pour mettre fin à " l'épuration ethnique " menée par Milosevic. C'est vrai, depuis plusieurs jours maintenant, je m'interroge. En pensant, par exemple, que Saddam Hussein est toujours là... ". " Si la liste est ouverte, c'est pour accepter que le débat y vive ; que les gens qui pensent différemment puissent s'y exprimer. Cette ouverture est aussi un signal : ne pas laisser la politique aux professionnels ".

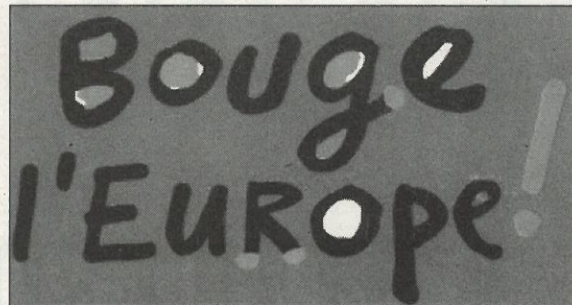
■ **Marie-George Buffet.** " Si on veut avoir envie de se mêler de l'Europe, si on veut faire bouger, il faut faire rentrer la politique, il faut faire rentrer la vie au niveau de l'Union européenne. Avec les citoyens, relayés par une volonté politique, qui ne s'est jusqu'ici pas suffisamment exprimée ". Stanislas Nordey. " Je pense qu'il est fondamental que cette liste s'engage très fort, non seulement sur la question des sans-papiers, mais sur la question des sans-droits, des sans-travail ".

■ **Yasmine Boudjenah.** " Il faut que la façon de faire de la politique change. Les partis sont au pied du mur. La constitution de cette liste est à l'image de cette volonté, avec des hommes et des femmes qui se retrouvent sur l'essentiel ".

■ **Sylviane Ainardi.** " Le travail parlementaire européen est difficile et méconnu. C'est aussi lié à une conception de l'Europe que nous avons eue, conduisant à nous situer plutôt contre la construction de l'Europe. En relation avec le mouvement social, il est possible de contrecarrer les projets ultralibéraux, faire avancer d'autres orientations, créer les conditions d'un clivage gauche-droite ".

■ **Michel Deschamps.** " Les services publics en Europe ne peuvent aujourd'hui exister que lorsqu'ils ne contredisent pas les règles de la concurrence. Je trouve faible, par rapport aux agressions de l'Europe contre les services publics, le gouvernement de gauche au pouvoir depuis deux ans. On a le sentiment que, devant le tribunal européen, il n'en finit pas de s'excuser d'avoir de tels services ".

■ **Philippe Herzog.** " Je trouve très bien que le Parti Communiste Français aujourd'hui veuille faire de l'Europe une force politique. C'est un changement très important, mais la tâche est difficile. Cela suppose qu'on s'entende sur des valeurs et des projets communs avec des peuples différents ".



## «Ça bouscule»

Lors de sa venue à Nantes, Geneviève Fraisse - en seconde position sur la liste " Bouge l'Europe " - a donné une conférence de presse, aux côtés de Michèle Picaud et de Gilles Bontemps. Quelques idées toutes faites y ont été bien chahutées.

Répondant tout d'abord aux questions sur les différences d'appréciation et de jugement que peuvent porter les candidats de la liste y compris sur des questions importantes telles que le Kosovo, Maastricht, le débat est vite venu sur la conception actuelle de l'Europe.

### Candidature et enjeu européen

Le débat en vient alors au sens de la liste, G. Fraisse justifie sa candidature : " Si j'ai accepté, c'est surtout du fait de la démarche du Parti communiste. Aller chercher des gens comme moi, c'est une façon de changer la donne politique. Face à la fatigue des citoyens vis à vis des hommes politiques, les Communistes ont voulu dire : nous faisons appel à des gens qui veulent faire de la politique autrement. Ce qui m'a aidé à accepter, c'est d'être en N°2, pas pour la place, mais parce que ça met la question "égalité des sexes" au centre. Une petite révolution. Si les Communistes acceptent que je ne sois pas en tout d'accord avec eux, je porte mon affaire... S'ils voulaient des gens qui pensaient comme eux, ils n'auraient pas été chercher une emmerdeuse comme moi ".

G. Bontemps explique le sens de cette démarche : " Quand ils ont fait le choix de se réenraciner dans la société, pour faire que la politique en émerge, avec tout ce qu'elle comporte de différences, de particularités, les Communistes ont aussi décidé de se bousculer, de ne pas rester dans cette espèce de magma, où les choses ne bougent pas pour les gens. Ils ont des choses à dire... " G. Fraisse acquiesce : " C'est d'une authenticité absolue. Mais c'est aussi un pari sur l'Europe. Elle n'est pas qu'une chance pour l'égalité des sexes. Il y a des choses qui bougeront via l'Europe. Elle va être un levier ".

### Faire la preuve par l'Europe

G. Fraisse rend un hommage appuyé au travail ministériel de M-G. Buffet : " sa pratique sur le dopage, l'argent, etc... est passée par l'Europe. Je suis fascinée par le travail qu'elle fait. Dans un milieu de machos, cette nana est en train de gagner. Tout le monde le dit, y compris le milieu sportif. Elle est en train de faire la preuve sur l'action. On a une ministre qui a attaqué un certain nombre de bastions : le sport et l'argent, le sport et le dopage. Je dois dire que je suis très admirative. Son exemple me parle. Il dit " OK, ça fonctionne comme ça, mais moi je vais essayer de le faire autrement. C'est ce qu'il faut faire. Il n'y a pas d'autre possibilité ".

M. Picaud donne son propre sentiment. " Plus qu'une spécialiste des conférences de presse, je me sens une élue de terrain. On a trop laissé la politique à faire percevoir aux gens, des spécialistes, qui ne pouvaient régler les choses. On

taire, parce qu'elles sont minoritaires dans les groupes, elles finissent par penser que leurs questions ne sont pas des questions essentielles, ou que ce n'est pas le moment, etc. Avec cette liste, je peux faire valoir des choses qui n'apparaissent pas autrement. Et là, vraiment, je suis ravie. "

Pour G. Bontemps, " le fondement de la liste, c'est qu'on veut en finir avec l'ultralibéralisme, que les gens aient voix au chapitre pour construire une Europe et une France à gauche. C'est ce qu'on veut faire dans la diversité de tous les gens qui la composent. Faire en sorte que la diversité de cette liste soit véritablement engagée pour qu'on construise une Europe sociale, de progrès, où les gens puissent vivre mieux. On veut surtout que ça bouge pour les gens ". Et de conclure : " Je crois surtout que les résultats qu'obtiendra la liste seront fonction de notre capacité à faire percevoir aux gens, qu'avec elle, dans toute la diversité qu'elle porte, ils



peut avoir un autre regard sur la politique. Pour cela, il faut une grande diversité sociale. Les 87 ne sont pas là pour asséner des vérités, mais pour donner la parole aux citoyens. Ceux qui nous regardent aujourd'hui, et qui ne sont pas communistes, apprécient qu'il y ait sur cette liste des candidats qui ne parlent pas comme nous, ne voient pas les choses de la même manière. Je milite depuis 25 ans dans un mouvement de femmes. Elles regardent cette liste avec beaucoup d'intérêt. Je suis très heureuse d'être sur cette liste. Je suis doublement satisfaite parce que, si je trouve beaucoup d'intérêt au parti, avec la liste je ressens autre chose : je suis sur cette liste avec des féministes, qui le sont au quotidien. Alors que les femmes sont souvent obligées de se

ont la possibilité de jouer eux-mêmes un rôle pour que ça bouge dans leur sens, et qu'elle peut les y aider. "

Aux journalistes qui se rendent compte qu'il s'agit bien plus que d'une simple politique d'ouverture, il fait enfin remarquer ceci : " Vous êtes en train de vérifier concrètement que lorsque nous avons décidé de la mutation du PCF, ce n'était ni un gadget, ni un fauxsemblant décoratif. Les Communistes ont décidé de cette mutation. Ils ont choisi de s'auto-bousculer. Pour nous, ce n'est donc pas une surprise. Par contre, nous sommes désormais confrontés à toutes les conséquences du choix que nous avons fait ".

Pour NLA : J-Y Martin



# LA FETE 22 - 23 MAI

## LA GAZETTE DE LA FETE

### LES INITIATIVES DE DIFFUSION DE LA VIGNETTE PRENNENT CORPS

**Loire et Sèvre :** Plusieurs rendez-vous afin de faire le point des initiatives prises dans la section. Les Communistes de Vertou réfléchissent sur le thème de leur stand. Un buffet campagnard réunissant les diffuseurs de la vignette se tiendra avant la fête.

**Nantes :** Plus de 12 initiatives sont annoncées dans les quartiers, les entreprises, les établissements scolaires, l'université. Durant les quinze jours qui viennent, nous dit l'un des responsables à la diffusion de la vignette : " notre présence va se renforcer sur la ville, un point quotidien de l'évolution de la diffusion va se tenir ".

**Basse Loire :** Initiative prise en direction des jeunes au lycée de Savenay. Donner dans un premier temps l'annonce de la fête et ensuite proposer la vignette, tel est l'objectif retenu par les militants qui réfléchissent à l'organisation du transport en commun.

**Rezé Sud Loire :** " On a modifié la forme de la diffusion par rapport aux années précédentes " nous confie l'un des animateurs. " Cette année, nous nous adressons directement aux communistes pour leur proposer de diffuser 1, 2, 3, 4 ou plus de vignettes autour d'eux. Une forme qui n'a rien d'originale mais qui semble déjà porter ses fruits ". Des portes à portes sont également prévus, des présences sur les marchés et au lycée Jean Perrin.

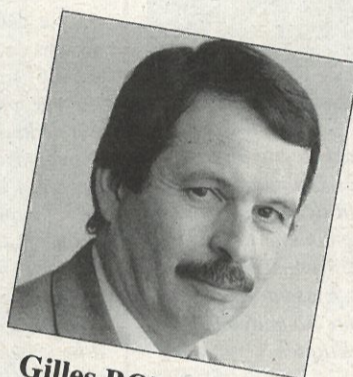
**Brière :** " C'est bien parti ", affirme-t-on à Montoir, St Joachim ou St Malo. On entendait même dire que la course aux deux challenges, ceux du meilleur diffuseur et de la meilleure cellule est lancée et bien lancée. Du côté des stands s'est également bien parti. L'initiation au tir à l'arc qui avait été apprécié l'année passée sera reconduite cette année.

**Saint-Nazaire :** Alors que les équipes de collage s'apprentent à tourner, les diffuseurs de la vignette se donnent rendez-vous " Au Paquebot ", en plein centre de la ville sur le plateau piétonnier. Les jeunes de la section prennent des initiatives pour faire connaître le concert de Rachid Taha, le porte à porte s'organise dans le quartier de la Chainaie. Du côté des stands, la discussion se concrétise, le punch sera bien là comme le bar des chantiers. La section qui organise d'autre part son débat autour de l'exposition, tiendra sa traditionnelle crêperie.

## EN DIRECT AVEC LA PRESSE



Denis COHEN



Gilles BONTEMPS



Fodé SYLLA

**A 11h30,** Gilles Bontemps, Denis Cohen et Fodé Sylla répondront devant les participants à la Fête aux questions des journalistes de la presse locale durant 1 heure. 1 heure de débat, d'échanges de positionnement sur les questions d'actualité. Un moment politique important de ce week-end de la Pentecôte.

## DEBAT A COMMUN ET REPU

**Les élus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique engagent le débat sur la fête autour de l'appel d'André Gerin sur les questions d'insécurité.**

Librairie  
de la



Renaissance

Tél. : 05 61 44 16 32  
Fax : 05 62 14 10 07

1, Allée Marc Saint-Saëns  
B.P. 1157  
31036 TOULOUSE cedex

Une librairie à votre service

Littérature, sciences humaines, livres pour la jeunesse...

Toutes vos commandes dans les meilleurs délais



# ... AVEC LES ELUS NISTES BLICAINS

André Gerin, maire de Vénissieux, Député du Rhône lance un appel aux maires de France pour un front républicain.

" Maires de grandes et moyennes villes, de communes rurales ou de villages, nous sommes tous confrontés d'une manière ou d'une autre, aux incivilités, à l'insécurité, aux violences et au sentiment d'insécurité, autrement dit la peur.

" L'actualité récente a été marquée d'événements graves et dramatiques : tragique incendie criminel de voiture, six pompiers blessés, dont un amputé, à Vénissieux ; un policier tué dans une tentative d'interpellation, à Saint-Etienne ; incendie criminel d'un bus, avec passagers à bord, à Grenoble ; à cela s'ajoutent les actes quotidiens de délinquance, d'agressions et de dégradations renforcés par le trafic de drogue.

" Il est extrêmement difficile de mesurer toute la souffrance morale, psychologique et affective des victimes et de leurs proches. Il faut y ajouter les conséquences matérielles et pécuniaires. Je prends résolument le parti des victimes.

" Pour moi, les institutions de la République sont menacées. Quand la loi de la République s'efface, les plus faibles trinquent ; la loi de la jungle et de la mafia s'installe ; un climat de défiance s'installe durablement chez les citoyens.

" Les pompiers, les policiers, les chauffeurs de bus ont lancé un appel national aux élus. J'y souscris. Je souhaite m'engager dans un front républicain pour renforcer et développer les services publics pour le droit de vivre en sécurité, pour la justice, pour l'éducation, la santé, l'enfance, les

transports, l'habitat ...

" Le Conseil municipal de Vénissieux, unanime, a décidé la création d'un office public de la tranquillité et de la civilité qui fonctionnera 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, d'ici la fin de l'année. Il aura pour objectif d'assurer la continuité du service public avec en priorité l'accueil, l'aide et le soutien aux victimes. Il assurera la coordination entre police, chauffeurs, pompiers, gardiens, médecins, postiers ...

" Mon objectif est d'engager une bataille avec les services publics, avec tous les républicains de gauche ou de droite pour bouleverser les grands choix budgétaires du pays pour l'an 2000. On doit pouvoir compter sur l'engagement résolu de l'Etat. Le traitement de la vie quotidienne, de la tranquillité, de la sécurité, de la justice, de la santé, de l'éducation ne doit plus se faire avec des bouts de ficelles. Il s'agit, pour moi, d'un sursaut national nécessaire et d'un réveil citoyen pour donner des raisons d'espérer.

" Ces exigences, j'en suis convaincu, peuvent émerger de nos communes et devenir une force majoritaire. C'est le sens de mon appel.

" Vous assurant de ma détermination,

" Recevez, Madame le Maire, Monsieur le Maire, Chers Collègues, l'expression de mes salutations les meilleures. "

Un débat auquel sont invitées de nombreuses personnalités, des élus, des associations, des citoyens, se déroulera dimanche après-midi.

## ESPACE MULTIMEDIA

### LE DICTIONNAIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Il en a fallu de l'audace à Jean Maitron quand à la fin des années 50, il a commencé à recenser par ordre alphabétique les acteurs du mouvement syndical, coopératif, socialiste, féministe et anarchiste que la France a connu de 1789 à 1939.

Deux siècles d'histoire sociale : 110.000 biographies.

Lors de la fête, vous pourrez découvrir cette histoire grâce au C.D. Rom, réalisé par les Editions de l'Atelier.

Ce dernier vous aidera, si vous le souhaitez, à rechercher parmi ses 110.000 biographies des membres de votre famille, des camarades, ... qui ont participé à ces deux siècles d'histoire sociale.

### CYBER FETE

#### BELL VISION

14 rue Charles Brunelière  
44750 Trignac



Parler communication jusqu'à présent s'identifiait aux livres, à l'écrit. Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies, d'autres formes de communications ont transformé le dialogue entre les hommes.

Une révolution qui envoûte les uns et interroge les autres.

Le web offre d'immenses possibilités nouvelles de commu-

nication que vous serez heureux de retrouver à la Fête grâce au partenariat de France Telecom et Bell Vision.

Vous pourrez ainsi flirter avec cette nouvelle technologie de communication ou tout simplement faire connaissance avec elle grâce aux animations de l'espace qui seront à votre disposition.

# PASTIS 51

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE,  
CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

### Société Atlantique d'Assainissement et d'Aménagement



BP 5 - La Petite Ville

44750 TRIGNAC

Tél. 02.40.90.02.94 - Fax 02.40.90.18.56

SUR  LIE

Domaine de Guérande  
**MUSCADET SÈVRE ET MAINE**

Muscadet Gros Plant  
Vente en bouteilles et Cubitainers  
en 20 et 32 litres

Les commandes sont à effectuer  
auprès de votre fédération

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.

# C'EST DEMAIN



## ELF : 8 milliards de bénéfices l'année dernière et 2.000 suppressions d'emplois : **INACCEPTABLE**

L'annonce de la décision d'Elf de supprimer 2.000 emplois dans le groupe relève d'un libéralisme qui tourne le dos à une politique d'emplois et ne répond qu'à la logique de l'argent.

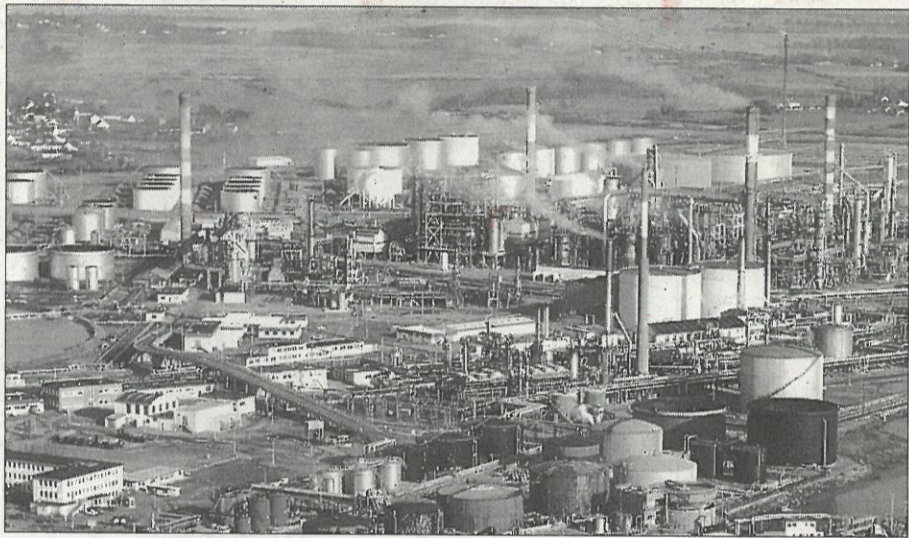
Dès l'annonce de ces suppressions d'emplois, les Communistes de la section de la Brière déclaraient qu'il fallait imposer à de tels groupes qu'ils prennent

leur place dans l'urgence pour créer des emplois.

Pour cela, précisait-il : "les Communistes veulent être utiles au rassemblement de toutes celles et ceux qui, comme eux, ne supportaient pas cette logique de l'argent pour l'argent contre les hommes et attendent du gouvernement des actes forts qui sont possibles, s'il en a la volonté politique, pour

inverser cette logique".

Et conclure pour contribuer à cette exigence, ils proposent une rencontre avec les organisations syndicales afin d'examiner ensemble le type d'initiatives qui peuvent être prises en associant aux salariés, comme cela a été le cas à Pau, la population, les partis politiques, les élus qui le souhaitent.



## Extrait de la "Question écrite à l'Assemblée nationale" d'André Lajoinie

"Le Député communiste attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur la situation préoccupante du groupe pétrolier ELF au moment où sa direction s'apprête, pour donner des gages aux marchés boursiers, à supprimer 2.000 emplois au sein de sa division exploitation-production. Les responsables d'ELF mettent en œuvre une gestion orientée exclusivement sur la valorisation financière des actifs au détriment de la croissance

industrielle.

Cependant, le président Philippe JAFFRE, en fixant à son entreprise pour seul objectif de délivrer durablement un retour sur capitaux employés (ROCE) de 13% dès 2002, contre 8% en 1998, veut imposer à ELF un programme de restriction des coûts et des investissements. Depuis 1994, ELF a pourtant réalisé en moyenne 2 milliards de francs d'économie par an.

Mais la politique de restructuration conduite actuellement par les diri-

geants d'ELF, loin de garantir le devenir et l'indépendance de la société, fragilise son assise et renforce les dangers d'OPA ou d'OPE de la part de concurrents plus puissants. En conséquence, il lui demande quelles dispositions compte prendre l'Etat, représenté au conseil d'administration du groupe et toujours en possession d'une "action spécifique" permettant de faire entendre sa voix, afin de préserver l'avenir d'ELF et des 43.200 salariés qu'il emploie en France

## ELF : des propositions pour l'emploi

Christian Saulnier, Conseiller municipal communiste de Donges, intervient, pour sa part, auprès du Maire de Donges, pour lui proposer la tenue d'un Conseil municipal de travail auquel les organisations syndicales seraient invitées et qui pourrait manifester son soutien dans la lutte pour l'emploi engagée dans le groupe ELF.

## Les retraités au Conseil Général

Une délégation du Collectif Départemental des Retraités communistes composée de Jeannine Dusseaux, Jean-Louis Le Corre, Gisèle Jouatte, Jean Cesbron, Jean-Claude Giraud, André Bétou, Henri Moysan, a été reçue le 14 avril au siège du Conseil général par le Président de la Commission des Affaires Sociales, André Trillard.

L'entrevue portait essentiellement sur la prestation sociale de dépendance.

Une déclaration lui a été remise, rappelant les

diverses et graves difficultés rencontrées par les personnes dépendantes et leur famille avec l'application de la loi Juppé du 24 janvier 1997 : conjoint privé de ressources, familles sollicitées financièrement, patrimoine hypothéqué, exclusion de maison de retraites médicalisées du fait d'insuffisance de ressources, complexité des dossiers à établir.

Sans la remettre en cause, le Président de la Commission pense que cette loi doit bouger pour tenir compte d'une situation évolutive due, pour

l'essentiel à l'allongement de la durée de vie.

André Trillard a reconnu que pour les personnes hébergées en maisons spécialisées, 27% des dossiers étaient refusés alors que pour le maintien à domicile ce sont 44% des dossiers qui sont refusés.

La délégation a fait part des propositions du Parti Communiste Français qui ont pour but de contribuer à répondre aux besoins actuels et de valoriser les atouts que sont la santé, et une Sécurité Sociale à la hauteur des enjeux de société.

## Les suppressions d'emploi, ça suffit ! Il faut se faire entendre à gauche

Depuis plusieurs mois, ce sont plusieurs centaines de suppressions d'emplois qui ont été annoncées dans notre département:

- ✓ Stanley Idess, Malville : 70 emplois supprimés
- ✓ Soratech, Carquefou : 92 emplois supprimés
- ✓ Rivabel, Vieilleville : 108 emplois supprimés
- ✓ Dely, Vallet : 153 emplois supprimés
- ✓ Actimage, Guémené Penfao : 8 emplois supprimés
- ✓ Tecnologista, St-Herblain : 6 emplois supprimés
- ✓ Sollac, Basse-Indre : 35 emplois supprimés
- ✓ Sonac, aux Sorinières : 50 emplois supprimés
- ✓ Peadouce, Pontchâteau : 225 emplois supprimés
- ✓ Hydro-Agri, Montoir
- ✓ SIDES, Saint-Nazaire

ce n'est pas ce que vous attendiez de la gauche.

Il est urgent de dire stop à cette hémorragie d'emplois. Il est urgent de décider la mise en place d'un dispositif d'arrêt de ces licenciements collectifs.

Le gouvernement a la possibilité de mandater le Préfet pour organiser avec les salariés, leurs organisations syndicales, les élus locaux, des tables rondes afin de rechercher avec tous les intéressés, les moyens de préserver l'emploi et relancer l'activité de ces entreprises.

Les communistes demandent que ces décisions de suppressions d'emplois, qui ne respecteraient pas cette procédure, soient déclarées illégales.

Des propositions concrètes

Nous proposons de mettre en place des moratoires sur les plans de licenciements, demandés depuis juillet 97 par Robert Hue, qui devraient s'inscrire dans la loi sur les 35 heures, la création d'emplois jeunes dans le privé, le contrôle de l'utilisation des fonds publics et la relance des activités industrielles.

Il faut sur ces questions d'emploi, une politique véritablement neuve qui rompe vraiment avec les choix qui ont été faits depuis des années. Tout le monde constate que les plans de licenciements sont inefficaces. Trop souvent, ils ne visent qu'à relever le profit des entreprises, comme le montre la montée des actions de celles-ci, qui sont cotées en bourse à l'annonce de chaque plan social.

Le Parti Communiste se prononce pour une politique de justice sociale et d'efficacité économique. Il faut d'urgence relever le SMIC, augmenter les minima sociaux, les retraites et les pensions. Il faut baisser la TVA en particulier sur les produits de première nécessité et puis il faut taxer les grosses fortunes, y compris les fortunes professionnelles, avec des exonérations pour les PME-PMI afin qu'elles créent des emplois nouveaux.

Entre l'emploi, la formation et les marchés financiers, nous faisons le choix de l'emploi, ce qui passera par une autre conception du rôle des banques.

Il est indispensable de mettre en place une réforme du crédit liant les aides aux engagements précis des entreprises en terme d'emploi et pour plus de démocratie. Il y a besoin de pouvoirs nouveaux de contrôle et de droit d'intervention pour l'utilisation des fonds publics et des ressources du crédit pour les citoyens, les salariés, les élus.

Vous attendez de la gauche qu'elle contribue à l'amélioration sensible de votre quotidien. Pour cela il faut des mesures plus fortes qui s'attaquent à la loi de l'argent.

Les Communistes multiplieront leurs efforts pour que la gauche vous écoute et réponde à vos attentes, que le changement se concrétise dans votre vie le plus vite et le mieux possible.



# Les dossiers de

# nla

## DELOCALISATION

### Logique d'emplois ou logique financière ?

#### Quand la SNCF décide de délocaliser : LES FAITS

La SNCF propose de délocaliser à Nantes une partie importante de sa Direction déléguée au Système d'Information Voyageurs (S.I.U). Cette opération concerne 330 emplois de cheminots et 200 emplois confiés à des sociétés de sous-traitance.

Il s'agit pour la SNCF de répondre aux attentes de l'Etat concernant la politique de délocalisation administrative au service de l'aménagement du territoire en matière d'emplois publics. On assiste à une véritable compétition, à chaque délocalisation, y compris financière, entre les villes pour accueillir les services. Seules quelques agglomérations peuvent se permettre de répondre aux critères imposés par les administrations ou entreprises publiques.

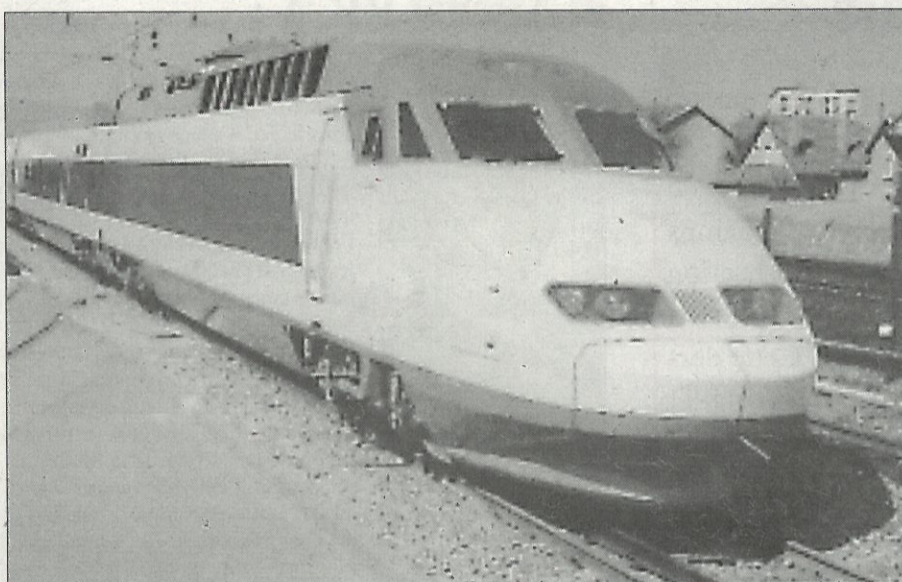
Les 330 cheminots concernés ont été consultés sur le choix des sites présélectionnés Bordeaux, Nantes et Rennes. En aucun cas, ils n'ont été consultés sur le bien fondé de cette délocalisation. 70% des agents ont répondu, il n'y a que 144 agents qui accepteraient un des 3 sites dont 76 pour Nantes. Nantes a donc été retenue par la SNCF ...

La région des Pays de la Loire, le département de Loire-Atlantique, le District de l'Agglomération et la Ville de Nantes verseront au total 24 millions de francs pour ce transfert d'emplois dont 11 millions pour le foncier qui représentent 45% des aides à la charge de la Ville de Nantes.

Le District de Nantes s'est prononcé le 2 avril dans le cadre du Fonds d'Intervention Economique, au financement du projet immobilier et des actions d'accompagnement nécessaires à l'implantation de la DDSIU. Les élus communistes ont voté contre.

Le Conseil municipal de Nantes du 9 avril a été le théâtre d'un vif échange entre les communistes et les socialistes sur le cadeau fait par la Ville de Nantes (11 millions de francs) pour un terrain à deux pas de la Cité des Congrès, alors que la SNCF a des terrains disponibles du Pont des Américains à Nantes Etat et en particulier au Pré-Gachet. Les élus communistes et du FN ont voté contre, deux élus de l'opposition ont voté pour et les autres élus de l'opposition se sont abstenus.

Les élus communistes ont insisté dans ces deux instances sur le fait que les contribuables vont payer le terrain 11 millions et que la SNCF va récupérer 78 millions de francs sur la vente des terrains à Paris.



#### Le coût des emplois

La délocalisation prévue des 500 emplois de la DSIU de la SNCF à Nantes se fait avec les contributions locales : la ville de Nantes remet un terrain au franc symbolique pour un coût de 11, 270 MF, la région des Pays de la Loire donne une subvention de 4, 333 MF, le département de Loire-Atlantique : 4, 334 MF et le District Nantais 4, 333 MF, soit un total de 24, 270 MF.

Les délocalisations se traduisent à la fois par de moindres recours à des apports locaux de main d'oeuvre et par un nombre accru de demandeurs d'emplois locaux.

La transhumance de ces emplois est un risque supplémentaire de perte de savoir-faire et de réactivité aux évolutions rapides et incontournables dans l'informatique, d'abandon du contrôle interne sur les projets informatiques dans leur phase de développement et de suivi, d'un recours accru à une sous-traitance qui favorisent l'externalisation du SIU.

Voilà à quoi servent les aides aux entreprises. Ces aides pour la délocalisation de la DSIU à Nantes viennent à la suite d'autres que la Ville de Nantes a donné. Pour mémoire, il est utile de rappeler :

- JEANNEAU : en 1989, la municipalité nantaise aidait JEANNEAU et la GRIFFE MARINE à s'installer sur le site de Chevigné en construisant des bâtiments. En 1990, le Conseil municipal décidait de l'achat d'une grue et de la construction d'un quai (90 MF). Il devait y avoir 70 créations d'emplois. Depuis JEANNEAU a quitté Nantes.

- MATRA HS : la Ville de Nantes en 1994 a accordé une aide de 5 MF. Le Conseil régional et le Conseil général avaient déjà accordé 5 MF, 200 emplois devaient être créés. Aujourd'hui aucun n'a été créé mais au contraire, ce sont des licenciements.

- LA POSTE : en 1995, la ville octroie 266 000 F pour l'implantation du service financier avec 630 emplois. Or, seuls 450 ont été créés.

Les Nantais paient la facture pour supprimer des emplois.

#### Qu'en pensent les syndicats?

Les élus CGT, CFDT, FO, CFTC, FMC, FGAAC, CGC et SUD-Rail au Comité d'Etablissement grandes lignes ont à l'unanimité donné un avis défavorable. En effet à chaque délocalisation le niveau des emplois promis aux villes d'accueil n'est pas atteint, précisent-ils. Et ils prennent l'exemple de la délocalisation du service renseignements voyageurs à Lille à la fin des années 80 : 200 emplois promis, il y a seulement 110 réalisés à l'heure actuelle.

La délégation CGT du Comité d'Etablissement de Nantes a déclaré qu'elle partageait l'avis défavorable émis par les élus et toutes les organisations syndicales au CCE et au CE de grandes lignes. Elle est persuadée que la délocalisation de la DSIU est une mauvaise réponse à l'aménagement du territoire, une opération coûteuse au moment où s'engage le redressement de la SNCF, un choix risqué pour garder la maîtrise et le contrôle des systèmes informatiques à la SNCF.

Le 1er décembre 1998, près de 200 agents du SIU, de l'AIGF et de la Direction Fret se sont rassemblés aux abords du ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement, à l'appel de la CGT et de FO, pour montrer leur opposition au projet des délocalisations.







## Le scandale immobilier

La Ville de Nantes offre un terrain de 9800 m<sup>2</sup> sur le site Madeleine-Champs de Mars à la SNCF pour la délocalisation de la DSIU de Paris à Nantes. Ce terrain coûte 11,270 MF HT à la ville. Cette dernière rachète à la SNCF à Nantes-Etat et au Pré-Gauchet au prix coûtant pour réaliser des projets d'utilité publique : Bourse du travail, Piscine, ...

La direction SNCF va vendre ses terrains à Paris : " Sur le 10 000 m<sup>2</sup> libérés pour le transfert, 600 m<sup>2</sup> étaient loués. Près de 4 000 m<sup>2</sup> sont non-vendables ou non-utilisables et 5 400 m<sup>2</sup> restants sont vendables. Et le produit des ventes des 5 400 m<sup>2</sup> peut être évalué à 78 millions de francs. A noter que cette estimation est prudente. "

Mais pourquoi la SNCF n'utilise-t-elle pas les terrains lui appartenant, à savoir ceux qui s'étendent du Pont des Américains jusqu'à la gare de Nantes-Etat et plus particulièrement du Pré-Gauchet ?

Le coût de la construction du bâtiment et de ses aménagements intérieurs est estimé à 76,750 MF. On voit tout de suite que la vente des terrains à Paris couvrirait largement la construction du bâtiment.

Les 24 MF de subvention sont du bénéfice net pour la Direction SNCF. Elle pourrait les investir dans l'emploi. En effet, la création des emplois indispensable pour développer les activités de transport et de service public au plus près des usagers est une réponse plus ambitieuse et plus juste.

Telle n'est pas la voie prise puisque la Direction Régionale a annoncé la suppression de 139 emplois sur la région de Nantes en 1999.

## Michel Rica répond à nos questions

■ **NLA :** " La presse locale a largement fait part des échanges entre le PS et le PCF lors du dernier conseil municipal de Nantes. Que s'est-il passé ? "

■ **Michel RICA :**



" La délocalisation de la direction déléguée du système d'information voyageurs de la SNCF à Nantes pose quelques questions. Tout d'abord, il faut prendre en compte que cette délocalisation s'inscrit dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire en matière d'emplois publics, impulsée depuis une dizaine d'années par les gouvernements successifs. Cette volonté politique n'a rien de critiquable en soi, puisqu'à travers l'aménagement du territoire, c'est l'équilibre du développement des régions qui est recherché. Or dans les faits, à chaque délocalisation, on assiste à une véritable compétition, y compris financière, entre les villes pour accueillir les services. Seules quelques agglomérations peuvent se permettre de répondre aux critères imposés par les administrations ou entreprises publiques. De ce fait, cela va en contradiction avec une politique pensée et équilibrée de l'aménagement du territoire. Selon les élus communistes, la logique de financement de ces transferts est également inacceptable. En effet, dans le cas de la SNCF, les collectivités déboursent 24 MF sans que soit créé le moindre emploi. La note est d'autant plus salée qu'il s'agit d'un simple " transfert d'emplois " et que la SNCF vendra, comme elle le fait actuellement, ses bâtiments ou les terrains inoccupés suite au départ de ce service. "

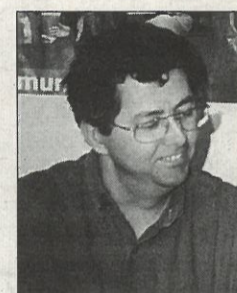
■ **NLA :** " Dans ton intervention au conseil municipal, tu t'étonnais que la convention FIE n'était pas jointe à ce dossier. Ca veut dire quoi ? "

■ **Michel RICA :**

" La convention FIE est une convention relative au recensement partiel de la Taxe Professionnelle, adoptée, par le District, le 2 avril dernier. Celle-ci crée l'obligation pour la ville de Nantes de reverser la somme de 7 MF de TP au District. Cela s'ajoute aux 11 MF pour le foncier. La charge totale pour la ville s'élèvera à 18 MF pour cette opération. "

■ **NLA :** " A t'écouter, les élus et les militants communistes dénoncent le scandale immobilier entre la fourniture du terrain par la ville de Nantes à la SNCF au Champs de Mars et le fait que la SNCF revendra ses terrains de Nantes-Etat et du Pré-Gauchet à la ville ? "

■ **Michel RICA :**



" Evidemment, c'est scandaleux que la ville fournisse un terrain de 11 MF à la SNCF alors qu'elle a des terrains disponibles à Nantes-Blottreau, à Nantes Etat et en particulier au Pré-Gauchet. La ville rachète des terrains à Nantes-Etat pour la Bourse du Travail et également au Pré-Gauchet pour reconstruire la piscine de Malakoff. De plus, la SNCF va vendre ses terrains libérés à Paris pour 78 MF. Non seulement, elle va en même temps réduire les effectifs de la DSIU et transférer des emplois dans le secteur privé. Les élus de gauche ont d'autres choix à faire : en particulier celui de favoriser la création d'emplois, c'est pourquoi les élus communistes au District et à la Ville de Nantes se battent pour prendre ce chemin. En effet, il faut créer des emplois de cheminots pour répondre aux besoins des usagers voyageurs et des clients FRET pour assurer la reconquête des trafics à la SNCF. "

■ **NLA :** " Vous vous êtes exprimés au Conseil municipal de Nantes, comme l'avait d'ailleurs fait Gaston Auffret au Conseil du District, mais maintenant qu'allez-vous faire ? "

■ **Michel RICA :**

" Nous allons en priorité, faire largement connaître ce dossier aux cheminots, mais aussi aux usagers. Il semble possible selon nous, qu'ensemble avec les organisations syndicales nous exigeons que les choix des salariés soient respectés, il faut savoir que sur 350 salariés de ces services, seulement 56 ont décidé de venir à Nantes. Et puis porter cette question dans la population, que les collectivités ne peuvent pas continuer avec des participations financières extrêmement lourdes à contribuer aux délocalisations qui se traduisent par des pertes d'emplois. "

## Le chômage repart à la hausse

La croissance est à la baisse selon l'INSEE. L'activité a "nettement ralenti dans l'industrie manufacturière" et les prévisions pour 1999 sont entre 2,2% et 2,5% alors que 2,7% étaient envisagés au départ.

Le chômage a en conséquence augmenté de 0,3% en février, alors que les dix-huit mois passés avaient été à la baisse grâce à la bonne tenue de la consommation. Relancer la bataille de l'emploi par une consommation plus forte, donc une augmentation du pouvoir d'achat devient urgente.

## Monopoly

Les restructurations dans l'économie et la finance n'ont jamais été aussi énormes : Pinault contre Arnault; la B.N.P. s'attaque à la Société Générale-Paribas; Total attrape Pétrofina; Renault joue sur Nissan ...

Face à cette orgie de milliards, l'emploi, les salaires, la dignité des hommes et des femmes au travail comptent pour rien.

## Profits 1998 : un bon cru

Renault : +8,8 milliards  
L'Oréal : +4,7 milliards  
Saint-Gobain :

+5,2 milliards

Peugeot : +3 milliards ...

Ces augmentations s'accompagnent de suppressions d'emplois : 6000 chez Renault, 17000 chez Sony ...

Ces annonces ont provoqué immédiatement une hausse de leurs actions en Bourse ...

Depuis 2 décennies, les affairistes ont détourné l'argent de sa fonction économique pour le drainer vers des placements financiers. Cela a débouché à la fois sur des fortunes colossales et sur le chômage, la précarité, le délitement de la société. C'est dire toute l'urgence de ne pas continuer sur cette voie, de réorienter la construction européenne. La politique est d'abord une question de choix et dans la vie on ne peut pas faire plaisir à tout le monde à la fois.